

CALIGULA

éditorial de Jacques Cheminade, 23 novembre 2011

L'avocat général Philippe Bilger, hier encore chaud partisan de Nicolas Sarkozy, le voit maintenant devenu « *une sorte de Caligula au petit pied* ». Caligula était l'empereur romain qui disposait de ses sujets comme des objets, jusqu'à projeter de faire consul son cheval Incitatus. Nous laisserons à M. Bilger la responsabilité de sa comparaison. Lyndon LaRouche, lui, voit en Barack Obama un Néron, lui-même fils d'une sœur de Caligula, Agrippine la Jeune.

C'est dans ce climat de bas Empire que nous plonge l'irresponsabilité de nos dirigeants. Pire peut-être que de supposer Incitatus hennissant au pouvoir, le directeur de la rédaction de *Challenges* nous incite à imaginer « *Michel Pébereau nommé Premier ministre pour convaincre les agences de notation de laisser à la France son AAA* ». Selon lui, on doit faire confiance à l'homme qui « *s'est battu pour construire la banque la plus puissante de la zone euro* ».

Cependant, au moment où Obama et Sarkozy affichent leur triomphe dans les sables de cette Afrique romaine que l'on appelle aujourd'hui Libye et où Michel Pébereau joue les grands sages, les économies française et américaine se désintègrent et il est révélé que les comptes de BNP-Paribas ont été truqués. Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, exige plus de rigueur de la France. A Londres, le ministre britannique des Finances, Georges Osborne, a comparé la France à la Grèce, à l'Italie et au Portugal en pressant lui aussi Paris d'imposer plus d'austérité.

La comparaison de M. Bilger apparaît dans ces conditions trop flatteuse : loin d'être un empereur, Nicolas Sarkozy est un proconsul de Bruxelles et de la City, engagé avec elles dans un système qui ne peut que conduire au chaos. Les banques européennes vont très mal : elles détiennent 55 000 milliards d'euros d'actifs, dont une grande part sont des effets toxiques, et ne se prêtent plus entre elles. Les banques françaises manquent de capitaux propres et de liquidités ; leur recours à la Banque centrale européenne a dépassé en octobre celui des banques espagnoles : elles ont dû lui emprunter 100 milliards d'euros en un mois, car les marchés se ferment pour elles. Le secteur financier américain, largement exposé vis-à-vis de l'Europe (37 % des 1500 milliards détenus par

les fonds monétaires américains en septembre étaient investis dans des obligations bancaires et des CDS européens), ne nous prête plus.

Le résultat est ce que l'on appelle un « *credit crunch* » généralisé : le système bancaire européen, grenouille devenue boeuf prêt à exploser ou implorer, n'est plus en mesure de réellement nourrir les entreprises européennes et américaines, dont il assurait hier respectivement 80 % et 20 % du financement.

Dans ces conditions, le cheval de Caligula, ou plutôt son Agrippine britannique, s'appelle en réalité Goldman Sachs. La banque a constitué un réseau d'influence et d'espionnage dans toute l'Europe, en mettant ses serviteurs partout, depuis la tête des Etats jusqu'aux directions des Trésors publics. L'on ne peut donc plus parler d'indépendance nationale ou de démocratie ; le président du Conseil européen, Herman Achille Van Rompuy, ne se gêne pas pour le dire.

Piégée, la France doit payer de plus en plus cher ses emprunts, et on la somme de réduire son financement de l'économie et ses dépenses sociales, c'est-à-dire de ruiner sa capacité future de remboursement de ce qu'elle paie de plus en plus cher !

Caligula n'est qu'un géant aux pieds d'argile et tout le système sombre dans une fuite en avant vers la guerre, faute de vouloir assurer les ressources d'un avenir commun. Il est plus que jamais temps d'en sortir, en finançant de grands projets par du crédit productif public entre Etats souverains et non entre protectorats financiers.